

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Relations-Nord-Sud-Echos-du-Sommet-Ibero-american>

Relations Nord-Sud : Échos du Sommet Ibéro-américain.

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mercredi 8 novembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Por Hugo Cores*

[La República](#). Uruguay, le 6 novembre 2006.

[Leer en español](#)

La tenue (en Uruguay) de la Conférence Sommet Ibéro-américain des Chefs d'État et de Gouvernement et sa retransmission simultanée par la radio et par la TV a permis que les Uruguayens se familiarisent avec la question des migrations et au moins avec certains des grands problèmes qui affectent les pays pauvres quant à leur insertion sur la scène internationale.

Les conditions dans lesquelles on traverse le capitalisme actuel ont été propices à l'augmentation des différences entre les nations les plus riches et les zones non développées où habitent la plus grande partie de la Communauté humaine. Autant dire que la gravitation de ces tensions et antagonismes, dans lequel se déroule le phénomène migrateur, n'est pas le résultat de 'faits de la nature' ou de l'existence' d'ethnies supérieures' plus aptes pour le progrès matériel et de formations nationales moins dotées pour accéder aux bénéfices du progrès matériel. Il s'agit de décisions politiques et du développement de tendances qui sont inhérentes au mode de production capitaliste.

Le mythe de la liberté de commerce

Dans l'aggravation de cette fracture réside une des causes essentielles du flux migrateur croissant qui a fait l'objet des échanges, déclarations et compromis de la conférence.

Comme l'a déclaré l'organisation [OXFAM INTERNATIONAL](#), en examinant les racines du retard qui enchaînent le « Tiers Monde », "les pays riches maintiennent une politique hypocrite dans leurs relations commerciales. Ils appliquent des mesures protectionnistes quand cela les intéresse, ils obligent les pays appauvris à ouvrir leurs marchés sans aucun type de protection et inondent les marchés des pays pauvres avec des produits subventionnés, en provoquant une concurrence déloyale et en mettant en danger la sécurité alimentaire de la population".

Dépenser 41.000 millions de dollars par an dans des subventions agricoles, y compris des subventions à l'exportation, sans tenir compte de leur impact désastreux sur les petits producteurs du Sud. Ne pas fournir un accès total au marché pour toutes les exportations des 49 pays les moins développés, et retarder l'élimination des quotas qui restreignent l'exportation de textiles et vêtements des pays en développement.

Malgré la rhétorique de leurs gouvernements sur le libre marché, les pays riches sont restés fortement protectionnistes face aux exportations des pays en développement. Ces politiques commerciales protectionnistes sont une des raisons pour lesquelles les pays pauvres ne voient pas les bénéfices de l'intégration sur les marchés mondiaux.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne sont les deux blocs commerciaux le plus protectionnistes du monde. Au même temps qu'ils ferment leurs marchés ils forcent aux pays du Sud à libéraliser les siens, à travers l'imposition de programmes du FMI et de la Banque Mondiale".

Comme l'a fait remarquer l'essayiste portugais Boaventura de Souza, le fait nouveau est que les pays du Sud ont obtenu le minimum d'union (grande contribution du Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud) pour pouvoir faire entendre ce qui est évident : le libre échange fut le fraude avec laquelle les nations riches ont imposé aux pays pauvres les termes de commerce les plus inégaux depuis le colonialisme. La même fraude fut dénoncée par les mouvements

sociaux pour ce qui est de l'ALCA.

Pressions et menaces

L'exploitation économique qui appauvrit les peuples du « Tiers Monde » est inséparable des formes d'oppression politique qui opèrent au niveau planétaire. Depuis les médias de masses et la projection de leurs règles culturelles jusqu'aux agressions où ils font de l'étalage de leur puissance militaire, les pays les plus riches conduits par les Etats-Unis maintiennent un ordre politique mondial qui s'avère fonctionnel au maintien du *statu quo* et la perpétuation des inégalités.

Notre Amérique Latine a souffert et souffre de la pression politique que, souvent de manière effrontée, prétend exercer la diplomatie étasunienne sur le destin de nos peuples.

A l'heure que nous écrivons cette note, de plusieurs endroits du monde et du Nicaragua même s'élèvent des voix contre les pressions que Washington exerce sur le peuple *nica* au moment où le corps électoral s'apprête à choisir un nouveau président. Le candidat du Front Sandiniste, Daniel Ortega, a été mis dans la « liste noire » du gouvernement étasunien. Avec insolence, le gouvernement des Etats-Unis annonce que les plans d'aide financière à la maltraitée économie nicaraguayenne seront suspendus en cas de victoire du sandinisme.

Les pressions tant américaines qu'européennes, y compris l'Espagne, qui sont exercées contre Cuba et le Venezuela sont aussi une tentative, sans succès, de bloquer non seulement les processus transformateurs qui avancent dans ces pays mais aussi de mettre des obstacles à la possibilité d'une intégration régionale basée sur des principes de solidarité et coopération différents et opposés à ceux de l'intégration sous l'hégémonie étasunienne.

Cette situation d'injustice dans les relations économiques internationales a perduré car elle a reposé jusqu'à aujourd'hui sur l'existence des classes ou champs sociaux privilégiés qui opèrent dans les pays les plus attardés et qui agissent de fait comme des alliés des intérêts externes, en rendant possible l'existence de formes de domination néocoloniale imposées depuis l'extérieur.

D'une manière ou d'une autre, au cours du Sommet sont apparus les témoignages des effets ruineux pour notre région de l'actuelle division internationale du travail et jusqu'à quel point le discours du libéralisme économique dissimule la réalité de relations d'exploitation chaque fois plus avides.

Un mur au nom de la liberté

Expression du double discours de la part du gouvernement des Etats-Unis, l'annonce de la construction d'un mur de plus de 1.220 kilomètres le long de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis.

Le mur qui sépare la frontière contraste avec la logique néolibérale concrétisée dans le 'Traité de libre Echange pour l'Amérique du Nord' (ESSENCE selon sigle en Anglais), jetant de l'huile sur le feu au Mexique, agité par des tensions politiques et sociales extrêmement graves.

La crise civique née des dénonciations de fraude électorale formulées par le candidat de l'opposition de gauche Andres Manuel Lopez Obrador, n'était pas terminée quand a explosé une mobilisation populaire inarrêtable en Oaxaca, où la répression a laissé des victimes déjà nombreuses et en dépit de cela, la révolte populaire continue.

Sur fond social, la pression migratrice de travailleurs mexicains, qu'on essaye de bloquer avec le mur, naît de la ruine d'une partie significative des agriculteurs mexicains qui n'ont pas supporté les conditions imposées par les politiques économiques appliquées par les gouvernements, comme celui de Vicente Fox, soumis aux intérêts étasuniens.

Intégration pour le développement

Au Sommet de Montevideo furent en jeu beaucoup de tensions et d'antagonismes. Peut-être à partir de l'analyse de ces derniers on peut arriver à des conclusions raisonnables sur quelques absences plus que significatives, comme celles de Lula et de Chavez.

Ce qui il s'avère clair, c'est que la recherche d'accords au sein des pays sud-américains et la volonté de promouvoir un processus d'intégration continentale sud-américaine va à rebrousse-poil des intérêts conservateurs de l'intérieur et à contre courant de la politique de concertation de Traités de Libre Echange que promeut le gouvernement des Etats-Unis.

Une intégration, avec le MERCOSUR comme l'un de ses axes capital, que rend possible un développement économique capable de donner de l'emploi et des salaires convenables à des millions de compatriotes qui ne voient pas un autre chemin que la migration pour obtenir un emploi.

Pour les gouvernements progressistes de la région, y compris celui de l'Uruguay, la réaffirmation de cette intégration régionale sans hégémonie des Etats-Unis, est un aspect fondamental dans le développement du programme populaire et démocratique en faveur duquel, un après l'autre, les peuples chaque fois qu'ils se rencontrent se sont prononcés.

* PVP-567 Frente Amplio.

Traduction bénévole de l'espagnol pour « El Correo » de :
Estelle et Carlos Debiasi.